

Cuba : une visite historique



François Hollande est le premier chef d'État occidental à se rendre à Cuba depuis le réchauffement diplomatique entre l'île des Caraïbes et les États-Unis. Le chef de l'État est venu défendre les intérêts français et européens et a plaidé pour la levée de l'embargo économique américain qui a « tant nui » au développement du pays depuis 1962. Il a également demandé à La Havane un assouplissement des règles afin de faciliter les échanges et l'implantation d'entreprises françaises. « La France doit accompagner le développement de Cuba, qu'elle soit la première c'est sa vocation, a expliqué le président. Première de l'Europe et des pays occidentaux. Première à pouvoir dire aux Cubains que nous sommes à leurs côtés ». François Hollande a été reçu par Fidel Castro, après s'être entretenu avec son frère, Raul, dirigeant actuel de Cuba. L'entretien avec Fidel Castro est un moment d'Histoire, même si « il y a forcément débat sur ce qu'a pu être sa place, ses responsabilités », a souligné le président.

AG
EN
DA

21 mai 2015
*Vote sur
les motions*

28 mai 2015
*Élection du
Premier secrétaire*

8 mai 1945 : transmettre les valeurs de la République



Il y a 70 ans, le 8 mai 1945, l'Europe retrouvait la paix. Le Président de la République a démarré cette journée du souvenir par la remise des prix du concours national de la Résistance et de la Déportation, organisé pour les établissements scolaires. L'occasion de rappeler à jeunesse la valeur de l'engagement. « *Aujourd'hui nous voulons transmettre* », a expliqué François Hollande. Ce que nous rappelle le témoignage des survivants, « *c'est le sens même de ce que doit être l'engagement, pourquoi à un moment, dans une situation, il y a des citoyens qui considèrent que l'intérêt général, que l'esprit de la République, que la défense des libertés, que tout cela vaut mieux que leur propre vie.* » Or, si de nos jours la guerre semble lointaine le président relève qu'elle ne l'est pas, citant

l'Ukraine, le Moyen-Orient, « *à 4 ou 5 heures d'avion* ». « *Il y a aussi un terrorisme qui peut nous frapper, un racisme, un antisémitisme.* »

VICTOIRE D'UN IDÉAL

En ce 8 mai 2015, 1000 anciens combattants de la Résistance ont été décorés de la Légion d'honneur. « *Ce sont eux qui nous parlent de l'espérance de la Résistance, car la victoire du 8 mai n'a pas été la suprématie, la domination d'une nation sur une autre, elle a été la victoire d'un idéal sur une idéologie totalitaire.* » Le concours national de la Résistance et de la Déportation, qui a réuni 35000 élèves dans 1700 établissements a pour but de célébrer cet idéal, de réfléchir, de transmettre la mémoire.

« *Un pays se construit grâce à son histoire, a insisté le Président. C'est pourquoi son enseignement est si important.* » Mais « *l'Histoire n'est pas une nostalgie, c'est une leçon pour l'avenir. Elle nous rappelle à notre devoir de défendre des valeurs, de les porter à l'échelle du monde. Elle nous montre que le racisme, l'antisémitisme, peuvent toujours ressurgir sous des formes que l'on n'avait pas forcément imaginées mais qui doivent être combattues avec la même énergie et prévenues avec la même vigilance. L'Histoire nous montre que dans les pires périodes (...); il y a toujours une lumière. Une lumière pour l'espérance, quand des individus librement se dressent pour entretenir la flamme.* »

Une journée pour célébrer la création de l'Europe

La lumière, après les heures sombres de la guerre, c'était la création de l'Europe. La journée de l'Europe, le 9 mai, a permis de fêter les 65 ans du discours fondateur de Robert Schuman, le 9 mai 1950. Ce jour-là, le ministre français des Affaires étrangères proposait de créer une institution européenne pour gérer la production de charbon et d'acier, une façon d'empêcher une nouvelle guerre entre les nations. La CECA (communauté européenne du charbon et de l'acier) naîtra un an plus tard, annonçant les prémices de l'Union européenne.

En 2015, alors que l'idéal européen est constamment remis en cause par les nationalistes de tout bord, l'importance de cette journée de l'Europe prend tout son sens. Avec le Parti socialiste européen (PSE) et tous ses partis membres dans les différents États européens, le Parti socialiste poursuit avec sérénité et détermination le projet d'une Europe solidaire et du progrès partagé, une Europe du vivre ensemble.

À Paris, la maire Anne Hidalgo, le commissaire européen aux affaires économiques et financières Pierre Moscovici et le secrétaire d'État chargé des affaires européennes Harlem Désir ont inauguré un village d'information et de sensibilisation installé sur la place de l'Hôtel de ville de Paris dans le cadre de la Journée de l'Europe.



Esclavage : un mémorial pour ne jamais oublier



La journée de commémoration de la traite et de l'abolition de l'esclavage, le 10 mai, avait cette année un caractère international. François Hollande était à Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, avec une trentaine de dirigeants africains et caribéens –notamment Maky Sall, Ibrahim Boubacar Kaïta, Thomas Boni Yayi et Michel Martelly, présidents respectivement du Sénégal, du Mali, du Bénin et d'Haïti-, afin d'inaugurer le mémorial ACTe. Ce mémorial, le plus grand centre au monde d'expression et de mémoire sur la traite et l'escla-

vage, « permettra à la Guadeloupe et au-delà à la Caraïbe toute entière, avec un lien profond avec l'Afrique, de dire au monde que ce combat pour la dignité humaine n'est pas achevé », a dit François Hollande, en fustigeant les « nouveaux négriers », passeurs de migrants en Europe, ou encore toutes les formes modernes d'esclavage.

Le mémorial, édifié au bord de l'eau, à un endroit où on pratiquait le travail forcé jusqu'au XIX^e siècle, ouvrira ses portes au public le 7 juillet.

UN COMBAT INACHEVÉ

La loi du 10 mai 2001, inspirée par Christiane Taubira, établissait que l'esclavage était un crime contre l'humanité et instaurait une date pour commémorer « cette épouvantable tragédie », selon les mots du président. « Ces hommes, ces femmes, ces enfants

ainsi traités, étaient des millions mais chacun était singulier, unique, avec ses sentiments, ses effrois, ses rêves, a-t-il souligné. *Rebelles ou résignés, ils figuraient l'humanité dans son opiniâtreté, sa volonté d'être.* » Saluant leur courage, le Président a rendu hommage à ces millions de victimes. Dans une tribune publiée par le Huffington Post, Corinne Narassiguin porte-parole du PS et Ericka Bareigts, députée de la Réunion et SN aux Outre-mer estiment que « rappeler l'histoire du peuplement des Outre-mer, des heures les plus sombres de l'empire colonial aux réussites les plus lumineuses de la République, c'est se souvenir que la France a toujours été au carrefour des mondes, riche d'un héritage culturel divers et métissé. Ni apologie ni repentance, comprendre notre histoire, c'est embrasser la France telle qu'elle est aujourd'hui, et inventer ensemble notre futur commun. »

Élections britanniques : dur labeur pour le Labour

La défaite de nos camarades travaillistes est une déception pour la gauche européenne car c'était l'occasion de mettre un coup d'arrêt à Cameron. Les élections du 7 mai dernier ont confirmé l'essoufflement du système britannique bipartisan qui était jusqu'ici redoutable pour les petits partis. La défaite du Labour doit beaucoup à la percée des nationalistes écossais (SNP) puisque les travaillistes réalisaient historiquement leurs meilleurs résultats dans le nord du pays. La seule bonne nouvelle dans cette élection, c'est la déconfiture des europhobes de UKIP, même s'il est trop tôt pour dire si cela réduira la pression sur Cameron pour faire son fameux référendum sur la sortie de l'Union européenne, car cela déplaît autant à la City qu'à l'électorat SNP qui, si on le classe à gauche avec les travaillistes, est majoritaire dans le pays. Cameron n'a la majorité absolue que de cinq sièges...

Cette défaite travailliste ressemble à celle de 1992, car, alors que les sondages annonçaient une probable défaite des conservateurs, ceux-ci ont fini par l'emporter. Cette fois, pour le Labour, la défaite est plus large qu'en

1992, car il se retrouve au même niveau qu'en 1983 avec moins de 240 sièges sur 650.

On est loin, très loin de la victoire historique de 1945 où les travaillistes avaient battu Churchill et lancé de vastes réformes qui avait installé l'État providence en Grande-Bretagne.

La démission d'Ed Miliband ne s'est pas faite attendre, comme les critiques qui lui reprochent de n'avoir jamais sérieusement inquiété Cameron. On peut aussi avancer que le Labour n'a jamais réalisé un inventaire sérieux des années Blair/Brown dont le bilan contrasté l'a parfois éloigné de ses bases ouvrières. Depuis New York, David Miliband, comme Peter Mandelson, l'ancien bras droit de Tony Blair n'a pas attendu pour expliquer la défaite de ses camarades par leur refus de coller à la méthode que lui et l'ancien Premier ministre travailliste avaient développé entre 1992 et 1997 : « *coller plus aux classes moyennes qui n'ont que faire de l'État providence et du NHS (le système de santé britannique)* ». Les travaillistes ont raisonné entre 2010 et 2015 comme si leur passage dans l'opposition n'était qu'une

parenthèse, mesurant mal l'esprit de revanche des conservateurs écartés du pouvoir pendant 13 ans.

Maintenant, le Labour commence ou poursuit sa reconstruction. La question du leadership va se poser à nouveau. D'ici la Conférence annuelle de Brighton à la fin du mois de septembre, les travaillistes devront se trouver un nouveau leader. Pour le moment, c'est Harriet Harman, la deputy leader qui assure à nouveau l'interim comme en 2010. Plusieurs ténors du Labour ont été battus comme Ed Balls qui était un des hommes forts du Parti, en charge de l'économie et des finances, ou Douglas Alexander, ex shadow minister pour les Affaires étrangères.

Désormais, les noms qui sont regardés de près sont ceux d'Andy Burnham (45 ans), un spécialiste des questions de santé, Yvette Cooper (46 ans) shadow home secretary, Dan Jarvis (43 ans) ou peut-être Chuka Umunna (36 ans) soutenu par Mandelson. Ils joueront un rôle dans la prochaine période. Le nom des deux premiers circule déjà beaucoup pour la succession de Miliband.

MOTION A

Défendre la République



Notre Congrès de Poitiers est un moment de clarification, c'est-à-dire de construction. Pour nous, se dire les choses, ce n'est pas insister sur celles qui fâchent, c'est surtout aborder celles qui comptent.

Au cours des deux dernières décennies, nous sommes parfois passés à côté de l'essentiel, manquant trop souvent de voir l'évidence. Ainsi, nous n'avons pas tout de suite compris que la désaffection politique de nos concitoyens avait aussi des causes... politiques. **Nous passons beaucoup de temps à parler d'économie – c'est nécessaire – et pas suffisamment à analyser les rapports de forces politiques et idéologiques dans notre pays – alors qu'ils sont fondamentaux.**

La réalité politique, quelle est-elle ? Jamais depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, les idées réactionnaires n'ont trouvé autant d'écho en Europe. Des partis et leurs leaders opèrent la jonction de la xénophobie, du souverainisme et du conservatisme. Il faut le dire, notre 77^e congrès se déroule dans un contexte historique inédit. Ne pas en prendre l'exacte mesure nous ferait tous passer à côté de ce congrès et de nos responsabilités de socialistes, de progressistes, d'internationalistes.

La France n'est pas un îlot préservé de cette tendance. Il ne s'agit pas de se faire peur mais de prendre de la hauteur. **L'enjeu de notre congrès va bien au-delà du renouvellement de nos instances** : il interroge les conditions mêmes de notre existence en tant que force de progrès au service des Français et de la République.

Oui – nous en avons fait le constat dans nos États généraux –, la République est menacée par un bloc réactionnaire qui s'affirme, constitué par l'extrême droite mais aussi par une partie extrémisée de la droite. Tous ceux qui sont différents, pensent ou croient autre-

ment se voient stigmatisés. Messieurs Sarkozy, Estrosi, Wauquiez et les membres du Front national rivalisent désormais au quotidien pour trouver une polémique qui divise.

Lutter contre le bloc réactionnaire, c'est aussi dénoncer sans relâche l'hypocrisie de la droite sarkozyste qui veut s'appeler « *les Républicains* » alors qu'elle reprend les éléments de langage de l'extrême droite et qu'avec son « *ni-ni* », elle met notre formation à égalité avec le FN. A nous de **dénoncer le vernis républicain d'une formation politique en voie de radicalisation.**

Malheureusement, la République ne doit pas seulement faire face au bloc réactionnaire, elle doit aussi affronter le choc terroriste, qui percute et percute encore longtemps l'ensemble des sociétés occidentales.

En janvier dernier, notre République a connu des attaques d'une violence sans pareille. Le terrorisme fondamentaliste a visé notre liberté et a cherché à nous diviser. Peuple de citoyens, nous avons défendu la liberté avec les armes de l'égalité, de la fraternité et de la laïcité. Unis, nous avons montré le 11 janvier le visage d'une France soudée, donnant corps à un esprit républicain revivifié.

Pour ne rien manquer de la gravité du moment politique que nous traversons, ne passons pas ici sous silence le fait que même cet esprit du 11 janvier n'est pas non plus épargné. Il est la cible d'une attaque mal placée de la part d'un intellectuel mal inspiré, usant d'un langage orwellien qui inverse les valeurs, faisant passer l'unité pour la division et la liberté pour l'oppression.

Oui, l'heure est grave et plus grave encore serait de ne pas voir cela, tout cela, ajoutant la confusion au danger et retardant le moment du sursaut vital de la gauche et des progressistes.

Alors que les tenants du bloc réactionnaire agitent leur chiffon du « *grand remplacement* », les fondamentalistes salafistes en appellent à la « *grande séparation* » des « *vrais* » musulmans d'avec la République. Face à cette double menace inédite, il nous revient d'affirmer le chemin de la République laïque et sociale. Il nous revient **d'organiser l'offensive républicaine et de nous battre tout à la fois contre les inégalités et pour le développement économique et écologique, contre le bloc réactionnaire et pour le rassemblement de la gauche et des forces de progrès.**

Faire vivre la République, c'est en effet lutter contre les inégalités réelles qui la rongent de l'intérieur. C'est pourquoi notre motion veut **faire de l'égalité le fil d'Ariane de notre action** à travers dix chantiers ambitieux et généreux, concrets et précis. Ils s'accompagnent de chantiers pour la citoyenneté afin de combattre ce qui affaiblit le vivre ensemble et pour faire vivre la laïcité au quotidien.

Pour être efficace sur tous ces fronts, le Parti socialiste se doit de faire de l'unification des forces de gauche et des écologistes au sein d'une « *belle alliance* » sa priorité politique numéro un. En mobilisant les partis, mais aussi la société civile et les citoyens. **Oui, le réarmement idéologique et l'union de la gauche sont une urgente nécessité. Cet enjeu est la question stratégique du congrès et notre motion A l'inscrit au cœur du débat militant.**

Ainsi, il faut le plus grand rassemblement possible pour défendre la République. Si notre motion y insiste autant, c'est que le danger n'a jamais été aussi grand. Disons les choses jusqu'au bout : avec un parti socialiste déstabilisé et une gauche divisée, la République serait sans défenses.

MOTION B

Être socialiste en France, c'est construire la République partout et pour tous



Les terribles attentats de janvier 2015 ont révélé les graves tensions de la société française. Si, d'un côté, des millions de Français sont descendus dans la rue pour défendre les valeurs républicaines, de l'autre, de larges pans de notre peuple se sentent au mieux indifférents, au pire, sans illusions. Dans les banlieues urbaines, le « *péri-urbain* » ou le monde rural, un sentiment profond de relégation et d'injustice forme le terreau des idéologies réactionnaires voire extrémistes, comme le nationalisme ou l'intégrisme religieux. Les mots et l'attitude du Président de la République et du Premier ministre ont fait écho au désir profond de réaffirmation de notre contrat social, et c'est essentiel. Mais ensuite ? Au-delà de la réaffirmation nécessaire de nos valeurs, quelle doit être notre réponse au terrible défi de recréer un destin commun ?

Comme Jaurès devant Clémenceau, nous savons que deux conditions doivent être remplies pour que chaque habitant de notre pays se sente partie prenante de la société.

La première est que les grands principes républicains s'incarnent dans la réalité et ne soient pas que des fictions morales. Il faut donc concrétiser ce qu'est la liberté, la fraternité et surtout, l'égalité. Il y a dans notre pays une urgence et des souffrances sociales sur lesquelles nous n'avons pas encore su agir. Exclusion, chômage, précarité... sont le quotidien d'un trop grand nombre de nos concitoyens. Concrétiser la promesse républicaine pour celles et ceux qui en sont aujourd'hui à ce point éloignés doit être notre priorité incontestable. Chacun doit pouvoir, quelle que soit son origine culturelle, sociale, son lieu d'habitation, son âge, espérer vivre et faire vivre de son travail, évoluer, se former. Chacun doit être certain que sa part de souveraineté, de

participation à la décision collective sont respectées. Il nous faut ainsi construire la République sur chaque territoire, pour chaque personne et ce, grâce à un État efficace, à des acteurs publics engagés.

La deuxième condition, et cela intéresse la gauche en premier lieu, est de comprendre et répondre à la profonde crise éthique que traversent nos sociétés. Alors que le discours décliniste prospère, interdisant tout avenir, le capitalisme d'aujourd'hui n'offre comme modèle de réalisation que la vulgarité télévisuelle ou la valorisation de la seule réussite matérielle. On ne peut pas fixer comme unique horizon aux 150 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire sans diplôme le « *rêve* » moralement contestable et matériellement irréalisable de devenir milliardaire. L'immense besoin d'idéal, de générosité, d'altruisme doit trouver d'autres perspectives. C'est à la gauche de réaffirmer que l'espoir de changer la société en donnant des perspectives à ceux qui en sont dépourvus est plus que jamais une nécessité.

Nous proposons donc un « Plan République » qui consiste en 4 mesures d'urgences et des interventions ciblées dans les territoires qui en ont le plus besoin.

La première mesure vise à restaurer la capacité d'investissement des collectivités territoriales, mise à mal par plusieurs années consécutives de baisses de dotations.

La deuxième urgence concerne l'école et la culture. Il est temps d'agir de la maternelle à l'université pour mettre en place un système scolaire ambitieux pour tous et toutes les élèves. L'action culturelle doit venir compléter le travail de l'Éducation nationale avec un plan d'éducation

artistique et culturelle à l'école. Enfin les crédits de la culture doivent être augmentés.

Le troisième volet du plan a trait à l'accueil de la petite enfance. Nous voulons faire de la politique de la petite enfance un levier puissant de réduction des inégalités sociales, afin d'offrir à tous les enfants, les meilleures chances de réussite scolaire.

Nous proposons enfin un plan de rénovation rapide des hôpitaux et des universités.

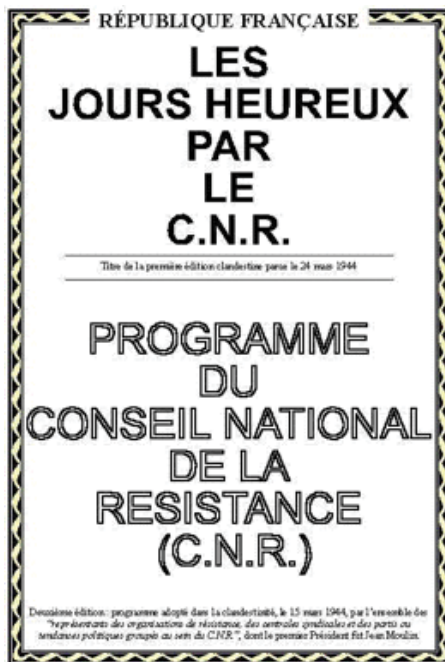
Pour les quartiers populaires, le « *Plan République* » consisterait en un recrutement de 13 000 adultes pour suivre les jeunes en situation de décrochage scolaire dans 1300 quartiers de la politique de la ville ; des aides à la construction de logements en zone tendue ; une lutte accrue contre les discriminations (recours collectif en matière de discriminations au travail et à l'embauche ; récépissés contre les contrôles au faciès, ...)

Dans les territoires ruraux et périurbains nous voulons : assurer un maillage « *nouvelle génération* », un véritable « *bouclier rural* » qui garantit et modernise la proximité et l'accès à l'ensemble des services publics ; généraliser les centres de santé et les maisons de santé pluridisciplinaires pour mettre fin aux déserts médicaux ; développer une agriculture locale prospère et de qualité ; accélérer le déploiement du très haut débit en assurant la convergence des financements publics.

Le « *Plan République* » est la première réponse concrète que nous voulons apporter au désarroi du peuple qui nous quitte.

MOTION C

Osons un nouveau C.N.R., un nouveau Conseil National de la République !



L'histoire de la République est longue et forte de ses combats. Aujourd'hui, au cœur des citoyens elle se doit de poursuivre l'émancipation vers leur dignité, mais, récupérée et malmenée par des extrêmes, les valeurs qu'elle incarne se vident de leur sens. Dès lors, la menace réelle qui pèse sur la République est insidieuse, la violence ou le mensonge sont les armes et la preuve d'une volonté de la tuer. La force de la République, c'est le libre mouvement des idées, qui seules peuvent assurer l'évolution pacifique des sociétés vers des formes meilleures.

La manifestation du 11 janvier a témoigné de l'existence d'un exceptionnel noyau de résistance républicain. Les événements dramatiques de début d'année ont souligné une aspiration à une République qui offre autre chose que des mots qui s'expriment par des envolées lyriques. La Motion C souhaite une République dont l'enjeu est la raison et la responsabilité de tous au sein de tous les territoires, par des faits concrets au service de tous les citoyens. Nous avons la vision d'une Société où l'accompagnement de proximité et l'écoute sont très importants.

La République s'est bâtie sur le socle sociologique des classes moyennes émancipées par l'école et par une

foi absolue dans la gestion de cette assurance sociale qui a transformé nos sociétés et posé le socle d'une nouvelle vie possible. Comment tout ce grand effort survivrait, si la nation était jetée dans les horreurs de la guerre ? Ne nourrissons pas le populisme, le rejet de l'autre. Les citoyens sont inquiets pour la réussite de leurs enfants, ce sentiment est ravageur pour l'idée républicaine, qui repose sur le postulat, que les sacrifices des parents bénéficieront aux générations de demain.

Il faut aller dans l'accompagnement, retrouver des engagements de proximité, de solidarité. Face à une économie sous la pression des actionnaires et des résultats trimestriels, face à un monde politique qui est tous les 2 ans sous la pression des échéances électorales, repensons moyen et long terme. Aujourd'hui, la conquête du pouvoir prime, plutôt que de mettre ce pouvoir au service de la société.

L'idéologie républicaine et de la gauche reposent sur l'idée du progrès, si « *on reconnaît les discours de Jaurès à ce que tous les verbes sont au futur* », notait Clémenceau. La Motion C affirme que la République et l'idéologie du PS se sont construites et se conjuguent au Présent. L'Espoir, c'est la confiance dans la République. Notre ambition dans la travers « *Osons un Nouveau Pacte Citoyen et Républicain* », est de croire en la justice sociale pour tous, pérenniser les acquis qui profitent à tous et rejoindre cette solidarité dans laquelle chacun à sa place.

Changer de nom ne redonnera pas une nouvelle jeunesse ; la République est le bien commun de toutes ces et celles qui partagent et mettent en œuvre les valeurs fondamentales et solidaires du Vivre Ensemble : liberté, égalité, fraternité.

Notre ambition est de rendre à la République sa force. Cela passe par un travail collectif de construction des fondamentaux malmenés ; la Nation remise en cause par la vision européenne et la mondialisation, la laïcité bousculée par la place du fait religieux dans la sphère publique

(l'école doit reprendre son rôle d'ascenseur social), et une politique d'intégration favorisant l'inclusion culturelle, culturelle et sociale des résidents d'origine étrangère.

L'Égalité pour tous est le support du Vivre Ensemble. Le Vivre Ensemble commence par le fait de s'asseoir tous, sans distinction de couleur, de croyance ou de niveau social, sur les bancs de l'école. Apprendre le respect de l'autre, la tolérance, la compréhension de la diversité par le respect de la laïcité. Si à chaque citoyenNE les mêmes droits étaient octroyés notamment les droits vitaux de se nourrir, se loger et de circuler librement sans conditions et si chaque citoyenNE voyait plus la différence comme la force d'un mélange enrichissant, alors le Vivre Ensemble deviendrait enfin une réalité.

Dans un monde qui évolue, s'enrichit de savoirs et de technologies le devoir du Parti Socialiste, est le pari de l'intelligence collective. Offrir aux citoyens de faire place à sa créativité pour élaborer du sens, redonne l'envie de Vivre pour tous, et la paix dans les foyers.

Il est temps de faire Vivre notre Gauche audacieuse et au cœur des réalités humaines. Oui, il est temps de :

- rompre l'asservissement consumériste,
- contrer les parades de la cupidité du capitalisme financier qui broie les individus,
- créer les conditions d'une cohésion sociale qui se stabilise avec l'espoir d'avancer,

Dans la filiation de Stéphane Hessel et son « *Indignez-vous !* », nous proposons la création d'un laboratoire d'idées issues des citoyenNES, placé sous le sceau du volontarisme solidaire et de l'exigence éthique : Un Conseil National de la République (CNR) pour enfin avancer sur ce Chemin de l'Espérance du Socialisme et de la République.



<http://onpcr.fr>

MOTION D

Fabrique
la République

La République est notre bien le plus précieux : c'est elle qui nous garantit notre liberté, c'est elle qui nous permet d'atteindre l'égalité, c'est elle qui construit la fraternité et notre vivre ensemble.

La protéger, c'est la faire vivre dans toutes ses composantes. La faire avancer, c'est prendre des risques, être aux avant gardes pour ne jamais se laisser dicter le tempo par des forces d'extrême droite dont le seul objectif est de la faire taire. La faire rayonner, c'est ce que la gauche a toujours fait de l'abolition de la peine de mort au mariage pour tous.

Oui, notre République souffre aujourd'hui. Les dernières élections qui ont placé l'extrême droite devant le Parti socialiste en sont une traduction. C'est pour cela que nous pensons que notre parti doit redoubler d'efforts pour la protéger.

Il y a d'abord la question des élus qui sont les porte-parole de la République. En trois ans, la gauche au pouvoir a fait plus en matière de transparence que tous les gouvernements de la V^e République réunis. Mais parce que le divorce entre les citoyens et leurs représentants est profond comme il ne l'a jamais été, il nous faut être encore plus ambitieux dans l'exemplarité. Notre motion est celle qui va le plus loin : imposons à tout candidat à une élection le dépôt d'un quitus fiscal attestant qu'il ou elle est en règle avec les impôts, donnons la possibilité aux juges de prononcer une inéligibilité à vie pour faits de corruption et abus de bien social, exigeons des membres de la direction du PS une déclaration d'intérêts et de patrimoine.

Unifier la République exige de fortifier ce qui nous permet de vivre ensemble : l'école, l'accès à la santé pour toutes et tous, la lutte sans

relâche contre toutes les discriminations, le respect de la laïcité, la culture jamais abandonnée et l'assurance d'une égalité entre citoyens. Là aussi la Fabrique fait plusieurs propositions novatrices. Pour lutter contre les discriminations, nous proposons la création d'une « *class action discrimination* » qui permettrait à plusieurs personnes de se regrouper pour faire reconnaître la discrimination dont elles ont souffert. Bien trop souvent les victimes sont isolées et peinent à faire admettre l'injustice qu'elles subissent du fait de leur handicap, sexe, couleur de peau.

Autre volet : la laïcité. La réussir suppose à notre sens deux choses : d'abord que le PS ait une position claire et identifiée sur sa mise en œuvre concrète — ce qu'il n'a pas aujourd'hui — et ensuite que nous nous mobilisons sans relâche dans la lutte contre la ghettoïsation. Pour ce faire, nous pensons qu'il faut multiplier par quatre le budget la politique de la ville.

On ne peut se sentir l'égal de son voisin que si l'on dispose des mêmes droits. C'est toujours la gauche, et elle seule, qui a porté ce combat. Nous proposons que la PMA, aujourd'hui autorisée pour les seules femmes mariées rencontrant des problèmes de stérilité, puisse être accordée à toutes les femmes.

Dans le champ économique, menons la bataille contre toutes les fraudes. Il est insupportable pour nos concitoyens de se dire qu'ils doivent payer pour celles et ceux qui font de l'évasion fiscale. Là aussi La Fabrique est en pointe. Depuis 2012 ses députés ont déposé sans relâche des amendements en loi de finances pour lutter contre l'optimisation fiscale agressive... sans succès jusque-là, faute d'une adhésion collective suffisante. Alors, oui, nous voulons que

soient mises en place dans la loi de finances qui sera débattue en septembre 2015 les 15 recommandations de l'OCDE pour lutter contre l'optimisation fiscale. Nous voulons aussi renforcer le statut des lanceurs d'alerte. Nous proposons de lutter contre les paradis fiscaux en taxant leurs exportations vers la France à hauteur du préjudice subi par la dissimulation d'argent.

Réhabiliter l'impôt est une nécessité pour notre République. Cela ne marchera que si chacun comprend que ce qu'il ou elle paie est juste : nous proposons un impôt unique progressif qui remplacerait l'impôt sur le revenu, la CSG, le prélèvement libératoire et la prime pour l'emploi.

Enfin, renforcer la République suppose de la faire vivre dans l'Europe. Depuis le référendum de 2005, le PS n'a pas résolu ses divergences internes. Si on reconnaît à la France son habileté à obtenir quelques inflexions, on reconnaît plus difficilement au PS son incarnation européenne. A minima il faut remettre l'Europe dans le débat, pas seulement une fois tous les 5 ans à l'occasion des élections européennes. Nous proposons de consulter le parlement français pour chaque nouvelle directive. Nous voulons aussi renforcer le sentiment européen via des jumelages de nos sections avec des sections de la Fédération des Français de l'étranger et des sections du PSE.

C'est la République et ses valeurs qui ont fait rayonner la France. Quand elles sont fragilisées, c'est la France entière qui doute et le monde qui s'interroge sur la France. « *Fabrique* » la République est un combat de tous les jours pour nous, pour la France et son rayonnement.



Congrès de Poitiers

5, 6 et 7 juin 2015

congres.parti-socialiste.fr
#CongrèsPS

VOTES DU 21 MAI

VOTE sur les MOTIONS

- Motion A** | LE RENOUVEAU SOCIALISTE,
Réunir ! Réussir ! Renouveler !
Premier signataire : Jean-Christophe Cambadélis
- Motion B** | À GAUCHE, POUR GAGNER !
Premier signataire : Christian Paul
- Motion C** | OSONS UN NOUVEAU PACTE CITOYEN ET RÉPUBLICAIN
Première signataire : Florence Augier
- Motion D** | LA FABRIQUE
Première signataire : Karine Berger

VOTE sur la CODIFICATION STATUTAIRE

- POUR CONTRE ABSTENTION

VOTE sur le RAPPORT D'ACTIVITÉ NATIONAL

- POUR CONTRE ABSTENTION

VOTE sur le RAPPORT D'ACTIVITÉ FÉDÉRAL

- POUR CONTRE ABSTENTION

